

Move

Voorbij detentie van migranten
Pour en finir avec la détention des migrant·e·s

Move
Kruidtuinstraat 75
1210 Bruxelles

Communiqué de presse

La Belgique investit dans la détention plutôt que dans l'accueil

24 mars 2022

L'INCAPACITÉ DU GOUVERNEMENT À PARER À L'ESSENTIEL

Le gouvernement fédéral s'est accordé pour doubler le nombre de places en centres fermés affectées au retour forcé de personnes en séjour irrégulier. Une annonce incompréhensible alors que la Belgique peine déjà à faire face aux énormes défis liés à la saturation du réseau d'accueil et à l'arrivée massive des réfugiés en provenance d'Ukraine. *«Il est inacceptable de voir le gouvernement laisser des personnes réfugiées dormir dans la rue en demandant aux citoyens de se montrer solidaires et la même semaine, débloquer des fonds importants pour enfermer et expulser des personnes migrantes»* déclare Emmanuelle Vinois, de la Coalition Move (une coalition fondée par Caritas International, CIRÉ, Vluchtelingenwerk Vlaanderen, JRS Belgium qui vise à mettre fin à la détention des personnes migrantes).

LA BELGIQUE TROP SOUVENT CONDAMNÉE POUR SA POLITIQUE DE RETOUR

La coalition Move réaffirme le droit fondamental à la liberté. La Belgique a été condamnée à 10 reprises par la Cour européenne des droits de l'Homme lors de la dernière décennie concernant sa politique de retour. Encore très récemment, le comité des droits de l'enfant des Nations Unies a doublement condamné la Belgique pour la détention d'enfants en centre fermé. Bien que prévue dans l'accord de gouvernement, la réforme indispensable de la procédure de recours contre la détention n'a pas encore vu le jour. Le gouvernement refuse également toujours l'inscription dans la loi de l'interdiction de détenir des enfants en raison de leur statut migratoire. En misant sur la démultiplication des lieux de détention, le gouvernement se trompe d'enjeu.

LES PERSONNES SANS PAPIERS NE SONT PAS DES CRIMINELS

La communication du Secrétaire d'Etat laisse entendre que les centres fermés seraient conçus pour l'expulsion de criminels. C'est une vision tronquée de la réalité. Les personnes en centres

Move

Voorbij detentie van migranten
Pour en finir avec la détention des migrant·e·s

fermés sont détenues uniquement car elles n'ont pas de titre de séjour valable pour rester en Belgique. Les demandeurs d'asile qui arrivent en Belgique via l'aéroport sont par ailleurs systématiquement enfermés. Les centres fermés ressemblent à de nombreux égard à des prisons et, selon nos observations sur le terrain, ont un effet destructeur sur les personnes. En communiquant de la sorte, le Secrétaire d'Etat diffuse une vision criminalisante des migrants en général et des personnes en séjour irrégulier en particulier, induisant de la sorte l'opinion publique en erreur.

COÛTS EXTRÊMEMENT ÉLEVÉS DE LA DÉTENTION

Rappelons enfin que la détention pèse énormément sur les finances publiques : un jour de détention pour une personne coûte 230€ par jour à la collectivité et donc aux citoyens. Au-delà des cent millions aujourd'hui débloqués par le gouvernement pour la construction de ces centres fermés, les frais démesurés liés à la politique de retour vont continuer à exploser au fil des années. Les orientations prises par les autorités aujourd'hui impliquent des coûts liés à l'engagement de personnel supplémentaire pour la gestion de ces centres fermés, ainsi que des frais de fonctionnement également particulièrement élevés.

Dans un contexte où de nombreuses personnes sont privées d'accueil digne et dorment à la rue chaque nuit, ce choix budgétaire est indécent. La Belgique ferait mieux d'utiliser ce budget et son personnel à bon escient en l'allouant à l'accueil des personnes qui en ont besoin, et ainsi respecter ses obligations internationales.



Pour plus d'informations, veuillez contacter : Emmanuelle Vinois, coordinatrice de la coalition Move, 0497.49.47.85, e.vinois@movecoalition.be